

Prochain tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité (TURPE 7 HTA-BT)

Date de la contribution : 22/11/2024

Introduction

EDF accueille favorablement cette consultation publique qui donne à l'ensemble des acteurs l'opportunité de s'exprimer en amont de la prochaine décision tarifaire.

Les réponses d'EDF sont exprimées à plusieurs titres : i) en qualité de maison-mère d'Enedis, ii) en qualité de fournisseur d'électricité, iii) en qualité de producteur et stockeur d'électricité, iv) en qualité de gestionnaire de réseaux de distribution d'électricité dans les Zones Non Interconnectées au réseau métropolitain continental (ZNI).

Le présent document détaille les réponses d'EDF aux questions posées dans la consultation publique en particulier :

- EDF insiste sur l'importance qu'Enedis dispose des moyens de financer les investissements importants nécessaires à la réussite de la transition énergétique en lui permettant une juste rémunération du capital, cohérente avec les niveaux de risque identifiés sur TURPE 7. A cet égard les fourchettes proposées par la CRE sont, même pour leurs bornes hautes, en retrait par rapport aux niveaux nécessaires et justifiés par les conditions de marché et les intercomparaisons disponibles.
- EDF demande un apurement exceptionnel du CRCP issu de TURPE 6 sur la base de son estimation au 1er janvier 2025
- EDF est favorable à l'option de marche tarifaire initiale suivie de l'inflation pour le TURPE 7
- EDF demande un cadre de régulation incitative qui soit symétrique avec des objectifs ambitieux mais réalistes, portant sur un nombre limité d'indicateurs, centrés sur les priorités et sur des postes sur lesquels Enedis dispose des leviers pour améliorer sa performance en s'appuyant sur le retour d'expérience.
- EDF est favorable à un relèvement du coefficient d'apurement k et demande que ce relèvement soit porté à au moins 4% en cohérence avec le niveau d'incertitude qui entoure le CRCP.
- EDF soutient que le cadre de régulation permette d'assurer un raccordement le plus rapide et fiable possible des consommateurs afin de favoriser la dynamique d'électrification et in fine de décarbonation de l'économie.
- EDF rappelle son soutien fort à la mise en œuvre de la saisonnalité des heures creuses pour TURPE 7. C'est un des leviers importants pour déplacer des consommations dans l'après-midi au moment où l'énergie est disponible et la moins chère, tout en répondant aux contraintes du système électrique sur certaines heures.
- EDF est favorable au développement de flexibilités permettant de raccorder plus rapidement le plus grand nombre de sites en soutirage ou injection sous réserve de leur efficacité économique par rapport à des renforcements du réseau.
- EDF est favorable au maintien des principes et critères actuels pour élaborer la structure du TURPE, et souhaite la poursuite du rééquilibrage entre part puissance et part énergie.
- EDF est opposée à l'introduction d'une tarification dépendant de la localisation pour les capacités de stockage, et privilégie le recours à une incitation au moment de la décision d'investissement ainsi qu'aux appels d'offres flexibilités locaux.

Cadre de régulation tarifaire

Question 1 : Quels enjeux vous semblent les plus prioritaires pour la régulation incitative d'Enedis pour le TURPE 7 HTA-BT ?

D'un point de vue général, EDF demande que le cadre de régulation incitative se base sur des trajectoires d'objectifs ambitieuses mais atteignables, pour lesquelles Enedis dispose des leviers adéquats pour améliorer sa performance.

Pour être efficace, la régulation incitative doit être symétrique en l'absence de démonstration d'une amélioration de la performance par une incitation asymétrique et doit porter sur les activités essentielles, le nombre d'indicateurs doit lui être limité afin de garantir leur cohérence. A ce titre, EDF est favorable à ce que, comme l'indique la CRE, le cadre de régulation continue de laisser une large liberté de gestion aux gestionnaires de réseau. Il est donc important de ne pas multiplier les indicateurs de régulation incitative. Il est enfin important que les évolutions des objectifs soient progressives ainsi que proportionnées pour entretenir durablement les effets vertueux de la régulation incitative et permettre un centrage de l'incitation qui laissent l'opportunité au gestionnaire d'atteindre, voire de battre, les objectifs. EDF considère ainsi que les évolutions des objectifs devraient faire l'objet d'analyses coûts-bénéfices pour identifier les indicateurs dont l'amélioration est créatrice de valeur pour les utilisateurs.

Enfin, par rapport à la proposition de la CRE d'augmenter les niveaux d'incitation associés à chaque indicateur dans le contexte de croissance du revenu autorisé d'Enedis, EDF souhaite rappeler sa position déjà portée en préparation de la période TURPE 6 de laisser le temps à Enedis pour mettre en place les moyens opérationnels d'atteindre les nouveaux objectifs avant toute augmentation des niveaux d'incitation.

Par ailleurs, la croissance du revenu autorisé d'Enedis est une conséquence de la croissance des activités et également, dans le cas présent, de l'apurement du CRCP issu de TURPE 6 ou encore de la fin de l'ARENH qui renchérit le coût d'achats des pertes toute chose égale par ailleurs. Il n'apparaît donc pas fondé de relier la hausse des niveaux d'incitation à la hausse du revenu autorisé.

Plus spécifiquement :

- Pour le thème de la qualité de service et de la qualité alimentation, EDF considère que les 3 enjeux prioritaires sont la capitalisation sur le déploiement Linky (réduire le nombre de compteurs silencieux), l'adaptation du cadre à la performance d'Enedis et la réponse à des attentes croissantes (piloter la qualité des données de mesure comme la complétude des courbes de charge).
- Pour le thème de la flexibilité, EDF considère que c'est un levier important pour dynamiser l'électrification, en permettant ainsi d'accélérer les délais de raccordement et de promouvoir des solutions alternatives à un investissement de renforcement si cela est pertinent économiquement et techniquement.
- Pour le thème des raccordements, EDF partage les 3 enjeux identifiés par la CRE en atelier, à savoir l'anticipation, la mutualisation et l'accélération, et souhaite rappeler que ces 3 enjeux s'inscrivent dans un contexte de nombre de raccordements en forte hausse, mettant une pression en ressources humaines et financières significative sur Enedis, et devant donc se traduire par des trajectoires de charges d'exploitation cohérentes. EDF y ajoute 2 enjeux, (i) un enjeu de responsabilisation des demandeurs afin de mettre un terme aux demandes d'études exploratoires abusives, l'effort pour atteindre les objectifs de raccordement étant un effort collectif (ii) et un enjeu à inciter à la bonne localisation des nouveaux moyens de production, de stockage et de consommations, notamment par un signal adressé au moment de l'investissement et par un questionnement des taux de réfections actuellement appliqués, qui réduisent ou neutralisent l'incitation à une localisation optimisée. Enfin, EDF considère que la multiplicité des indicateurs de suivi des différents raccordements ne doit pas nuire à la lisibilité des priorités d'Enedis.
- Sur le thème des trajectoires d'investissements, EDF souhaite rappeler la position centrale des réseaux dans la réussite de la transition énergétique et de l'électrification de l'économie, se traduisant par des trajectoires d'investissements en forte hausse pour la période tarifaire TURPE 7. Dans le contexte de demande atone de ces 15 dernières années et de forts investissements à venir, les enjeux d'optimisation et de priorisation de ces investissements sont renforcés. Ceci milite pour une meilleure prise en compte des coûts de réseau dans l'analyse des coûts "production+réseau" et la fixation des objectifs de politique publique entre les différentes filières de production. Il est également déterminant de porter une attention particulière à la dynamique de réalisation des investissements de raccordement au profit des soutirages, en cherchant les voies d'accélération des procédures et de la réalisation, les délais de raccordement constituant un facteur de réussite de l'électrification.

Question 2 : Partagez-vous le bilan du cadre de régulation du TURPE 6 et les principales évolutions envisagées par la CRE pour le TURPE 7 HTA-BT ?

Oui

Commentaire :

EDF partage le bilan positif du cadre de régulation du TURPE 6 avec l'atteinte de bons résultats par Enedis à un coût maîtrisé. EDF soutient que les postes non maîtrisables par le gestionnaire de réseau soient affectés au CRCP. EDF considère vertueux d'inciter le gestionnaire de réseau à être efficace et de restituer progressivement les gains de productivité aux utilisateurs de réseau. EDF apprécie également la possibilité en cas de situation imprévue et exceptionnelle d'ajuster le cadre, comme la CRE l'a réalisé, avec l'accord des acteurs, pour la régulation incitative sur le prix d'achat des pertes et la restitution anticipée des recettes d'interconnexion lors de la crise des prix de l'électricité.

Par rapport aux principales évolutions du cadre de régulation envisagées par la CRE pour le TURPE 7, EDF considère que dans le cadre d'une hausse importante des investissements sur la prochaine période tarifaire, il est impératif de donner les moyens à Enedis de les financer en lui permettant une juste rémunération du capital, cohérente avec les niveaux de risque de l'activité prévisionnel sur TURPE 7.

EDF partage l'importance pour les utilisateurs d'un haut niveau de qualité de service et d'alimentation, ainsi que la démonstration d'une maîtrise des délais de raccordement. EDF rappelle toutefois que les bons résultats obtenus sur une partie des indicateurs ne doivent pas amener à une réhausse systématique des objectifs, notamment avec une période tarifaire à venir où la croissance de l'activité très importante doit amener à réaliser des analyses coûts bénéfiques sur l'intérêt d'aller chercher

une performance supérieure. Concernant les indicateurs où des progrès sont attendus, il est nécessaire de donner les moyens au gestionnaire de réseau pour améliorer sa performance, et de s'appuyer sur le réalisé pour définir des trajectoires ambitieuses mais réalistes et progressives.

Question 3 : Considérez-vous, comme la CRE, qu'une durée de la période tarifaire de quatre ans est adaptée pour le TURPE 7 ?

Oui

Commentaire :

EDF considère qu'une durée de la période tarifaire de 4 ans permet de donner de la visibilité et une stabilité juridique tout en étant adaptée à une vision industrielle. EDF partage la reconduction de la clause de rendez-vous prévue par le TURPE 6 HTA-BT pour des aléas majeurs ou des évolutions significatives impactant les recettes ou les coûts des gestionnaires de réseau.

Tout changement de périodicité du tarif nécessiterait d'adapter notamment les paramètres de taux de rémunération et les aspects pouvant être traités lors des clauses de rendez-vous, compte tenu du niveau de partage des risques entre utilisateurs et gestionnaire de réseau, du niveau d'incitation envisagé et de la fixation des objectifs pour la périodicité choisie.

Question 4 : Êtes-vous favorable à une évolution exceptionnelle du TURPE 6 au 1er février 2025 pour apurer de manière anticipée le CRCP d'Enedis constaté au 31 décembre 2023 ?

Favorable

Commentaire :

EDF est favorable à une évolution exceptionnelle du TURPE 6 au 1er février 2025 qui permet d'engager l'apurement du CRCP d'Enedis sur la fin de la période TURPE 6 et ne pas le reporter intégralement sur TURPE7. EDF demande que l'enveloppe maximale rattrapable soit l'estimation du CRCP au 1^{er} janvier 2025, la CRE mentionnant d'ores et déjà une estimation dans le cadre de la consultation (3 598 M€).

En effet, la créance accumulée sur TURPE 6 est considérable, de plus de 3 Md€ sur le tarif, essentiellement du fait de la récente envolée des prix de gros à la suite de la guerre en Ukraine. Il n'est pas acceptable pour Enedis que le remboursement de cette créance s'étale encore sur la période du Turpe 7. Et il n'est pas plus acceptable que cette créance soit réglée par les consommateurs des années futures alors qu'elle résulte du passé, d'autant que la montée en puissance de la transition énergétique pèsera à l'avenir sur la facture de ces consommateurs. Cette situation doit donc être, au plus vite, résorbée.

Les conditions de prix de marché et la baisse de la part fourniture offrent cette opportunité. Par rapport à la proposition de la CRE, EDF est en faveur d'un rattrapage sur un an entre le 1er février 2025 et le 31 janvier 2026, mais partage l'analyse que cette possibilité peut se trouver tributaire de la décision finale sur l'accise sur l'électricité Loi de Finances 2025([FP1](#)) ([BP2](#)) .

Afin de limiter les difficultés de mise en œuvre opérationnelle des fournisseurs pour répercuter cette évolution dans le prix de leurs offres, EDF estime important que l'évolution du TURPE au 1^{er} février 2025 soit communiquée par la CRE aux parties([SG3](#)) prenantes le plus tôt possible.

Question 5 : Êtes-vous favorable aux orientations préliminaires de la CRE sur la construction du revenu autorisé d'Enedis ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

EDF est favorable aux propositions de stabilité de la CRE pour la construction du revenu autorisé d'Enedis pour les charges nettes d'exploitation, les charges de capitaux normatives, l'évolution de la BAR hors Linky et des CPR, et le traitement des actifs sortis de l'inventaire.

Toutefois, concernant le CRCP, EDF est en faveur d'un rehaussement à plus de 3% du plafond d'apurement, mais EDF n'est pas favorable à l'orientation préliminaire de la CRE d'appliquer le taux sans risque de court terme pour actualiser le solde du CRCP. EDF soutient la rémunération du CRCP au CMPC.

Question 6 : Êtes-vous favorable à un changement de méthode pour la fixation du taux sans risque afin de mieux refléter l'évolution

des conditions économiques de court terme ?

Favorable

Commentaire :

EDF est favorable à un changement de méthode pour la fixation du taux sans risque afin de mieux refléter l'évolution des conditions économiques de court terme.

Comme EDF a déjà pu l'exprimer précédemment, et notamment en consultation sur l'ATRT 8, le maintien d'un taux unique s'agissant du CMPC devrait, pour refléter correctement les coûts du capital, s'accompagner d'une approche distinguant le taux sans risque de la dette et celui sur des fonds propres, chacun étant défini par une pondération adaptée, pour un opérateur donné, entre taux historiques et taux spot.

EDF détaille en réponse à la question 53 l'estimation qu'elle a réalisée de ce paramètre.

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE de mettre fin à la régulation incitative des coûts unitaires pour le projet Linky en 2025 ?

Défavorable

Commentaire :

EDF constate que la CRE envisage de remettre en cause la régulation incitative des coûts unitaires du projet Linky.

Cela ne serait pas compatible avec le cadre réglementaire prévu au moment du projet Linky et constituerait une modification substantielle de son équilibre qui plus est a posteriori.

EDF rappelle que la délibération CRE du 17/07/14 indiquait : "les actifs liés au projet Linky mis en service sur la période du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2021 [...], bénéficient d'une prime de 200 pbs. Cette prime s'applique sur la valeur nette comptable et sur la durée de vie de ces actifs"

La régulation incitative devait donc s'appliquer sur la totalité de la durée de vie de l'actif. Une remise en cause a posteriori de cette régulation constituerait un précédent extrêmement fâcheux et contestable qui conduirait de plus à devoir considérer dans le futur un risque d'insécurité juridique pour l'activité préjudiciable aux investissements.

On rappellera à ce propos que, selon le principe établi par l'article L242-1 du Code des relations entre le public et l'administration (CRPA), « L'administration ne peut abroger ou retirer une décision créatrice de droits de sa propre initiative ou sur la demande d'un tiers que si elle est illégale et si l'abrogation ou le retrait intervient dans le délai de quatre mois suivant la prise de cette décision ».

En l'espèce, l'évolution envisagée viendrait donc abroger la disposition précitée de la délibération du 17 juillet 2014, en violation de l'article L242-1 du CRPA.

Question 8 : Partagez-vous l'analyse préliminaire de la CRE concernant l'évolution du traitement tarifaire des contributions de raccordement demandée par Enedis ?

Non

Commentaire :

EDF ne peut pas partager l'analyse préliminaire de la CRE, notamment le passage suivant "Par ailleurs, la CRE s'interroge sur l'allocation effective des sommes qui seraient conservées à court terme par Enedis. En effet, la CRE constate que sur les années antérieures, la politique de dividendes d'Enedis a consisté à remonter une part importante de son résultat net à son actionnaire. Ainsi, sans évolution de la politique de dividendes, la CRE considère qu'il n'est pas garanti que l'augmentation du revenu autorisé d'Enedis permette d'améliorer sa capacité à autofinancer les investissements à venir". La fixation du dividende d'Enedis relève de la seule prérogative de l'actionnaire et non du régulateur. EDF a eu l'occasion de s'exprimer lors de son audition devant le Collège de la CRE le 12 septembre, et a rappelé que le Groupe avait toujours eu une posture d'actionnaire responsable.

EDF souhaite de plus rappeler que le traitement tarifaire actuellement retenu par la CRE pour les contributions de raccordement a pour effet de faire bénéficier les utilisateurs d'aujourd'hui d'une réduction du TURPE du montant des contributions et de faire supporter aux utilisateurs de demain l'intégralité des charges de capital induites par les investissements correspondants. Ce traitement est problématique car inéquitable en phase de croissance accélérée des raccordements comme c'est le cas sur le TURPE 6 et encore plus sur le TURPE 7. L'ajustement proposé par Enedis qui existe chez la plupart des GRD européens a pour objectif de faire coïncider temporellement la déduction tarifaire des contributions de raccordement et la couverture par le

TURPE des charges de capital afin de corriger ce déséquilibre à caractère inéquitable. Cet ajustement permettra également de faciliter le financement par Enedis de ces investissements, car il a un effet cash de plus de 3 Md€ pour Enedis sur la période TURPE 7.

Question 9 : Êtes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif TURPE 7 HTA-BT ? Êtes-vous favorable au rehaussement à +/- 3 % du plafond du facteur k ?

Favorable

Commentaire :

EDF est favorable au maintien du calendrier d'évolution au 1er août du TURPE HTA-BT sauf pour l'année 2025 pour laquelle EDF demande un mouvement tarifaire exceptionnel anticipé en février 2025.

Par ailleurs, EDF est également favorable aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE, à savoir la correction de l'écart d'inflation entre la prévision du PLF et le niveau réalisé, ainsi que le rehaussement du plafond du facteur k qui contribuerait à résorber plus rapidement les dettes ou créances accumulées à l'avenir sur le tarif, et serait en cohérence avec ce qui a été décidé par la CRE pour les tarifs des opérateurs gaziers.

EDF souhaite cependant que le facteur k soit réhaussé à un niveau supérieur à 3%. Tout d'abord, le retour d'expérience sur le niveau du CRCP de la période TURPE 6 démontre que le risque d'écart est plus important en montant pour Enedis que les opérateurs gaziers pour lesquels un facteur k à 3% a été acté, ce qui plaide pour une réhausse à un niveau supérieur. Ensuite, le niveau d'exposition des gestionnaires de réseaux à des prix de marché élevés se trouvera augmenté avec la fin de l'ARENH. Dans l'hypothèse probable où les gestionnaires de réseau ne seraient pas dans le périmètre de redistribution du versement nucléaire universel en situation de revenu du nucléaire supérieur aux seuils, un argument supplémentaire s'ajouterait pour réhausser le facteur d'apurement k.

EDF pense que la possibilité de modifier la régulation incitative de la qualité de service et de la continuité d'alimentation en cours de période devrait être écartée pour que le gestionnaire de réseau conserve une bonne visibilité et une situation équilibrée entre ses coûts et ses recettes.

Question 10 : Êtes-vous favorable au maintien du principe général d'incitation des charges d'exploitation, ainsi qu'aux orientations préliminaires envisagées par la CRE pour le périmètre couvert par le CRCP pour la période TURPE 7 ?

La réponse est confidentielle

Question 11 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées par la CRE concernant la régulation incitative des pertes pour la période TURPE 7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

EDF considère que l'incitation ne devrait pas porter sur les volumes de pertes mais sur les taux de pertes, de façon à insensibiliser le gestionnaire de réseau aux évolutions des flux d'énergie transitant sur le réseau, sur lesquels il ne dispose d'aucun levier, comme cela a pu être observé ces 3 dernières années.

EDF considère prématurée la proposition de la CRE d'intégrer les gains attendus du projet Linky dès 2025 (-0,6%). EDF suggère un report à la fin de la période de TURPE 7 pour atteindre cette cible, avec un constat progressif des effets attendus du plan d'action d'Enedis contre les fraudes en 2026 (-0,1%) et la mise en place effective de l'ensemble des mesures publiques de lutte contre la fraude. En effet, les trajectoires observées depuis 2021 plaident pour davantage de progressivité, il est nécessaire pour Enedis de casser la dynamique d'augmentation du taux de pertes avant d'entamer une baisse.

EDF partage également le fait que l'incitation sur le volume des pertes soit calculée sur la base d'un prix de référence et non du prix constaté, le prix constaté dépendant des conditions de marché, qui ne sont pas sous le contrôle d'Enedis.

EDF partage la nécessité de faire évoluer la stratégie d'achat de référence afin de prendre en compte la fin de l'ARENH, et soutient l'augmentation de la durée de lissage de l'achat des pertes sur un horizon moyen terme (4 ou 5 ans), en remplacement de la stratégie actuelle sur 2 ans.

EDF n'est pas favorable à l'augmentation du plafonnement de l'incitation de 40 à 52 M€, La croissance du revenu autorisé d'Enedis est une conséquence de la croissance des activités et également dans le cas présent de l'apurement du CRCP issu de TURPE 6. Il n'apparaît donc pas souhaitable à EDF de mettre sur le même plan hausse du revenu autorisé et hausse des niveaux

d'incitation. En outre, la CRE ne prévoit pas d'appliquer le même raisonnement à RTE.

Question 12 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées par la CRE concernant la régulation incitative des coûts unitaires d'investissement d'Enedis ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Par rapport aux évolutions envisagées par la CRE concernant la régulation incitative des coûts unitaires d'investissement d'Enedis :

Sur l'extension du périmètre incité :

- Concernant l'incorporation des postes sources et des postes HTA-BT, EDF renouvelle son alerte portée lors de sa contribution à l'atelier CRE « accélération des raccordements ». Comme Enedis l'a rappelé lors de cet atelier, l'approvisionnement en poste source est tendu, les coûts associés vont mécaniquement monter indépendamment de la performance d'Enedis. Aussi EDF n'est pas favorable à leur intégration dans le périmètre incité.
- Concernant l'extension à partir de 2027 aux raccordements par le biais de liaisons réseaux et de colonnes montantes, EDF salue l'inventaire détaillé effectué par Enedis, mais ne soutient pas l'ajout d'une incitation en cours de période tarifaire TURPE 7 et suggère son report à la période TURPE 8.

Sur l'évolution de la méthodologie de calcul des coûts de référence, EDF ne partage pas l'analyse de la CRE : le retrait de l'année 2021 et l'application de coefficients multiplicateurs augmenteraient mécaniquement les coûts unitaires de référence, mais dans l'esprit de les rendre plus proches de la réalité des coûts du gestionnaire de réseau constatés lors des opérations. En complément, EDF ne partage pas non plus que la possibilité d'actualiser le niveau de référence ne soit laissé qu'à l'initiative de la CRE. Au regard des écarts constatés sur la période TURPE 6 sur les niveaux, il est nécessaire qu'Enedis puisse alerter la CRE sur ce sujet si les écarts ne se résorbent pas en période TURPE 7 et que la trajectoire de référence soit ajustée.

En conséquence, à la lecture du bilan de 2021 et 2022, EDF considère qu'un resserrement à 10% au lieu de 20% de l'écart de performance est nécessaire pour tenir compte des variables non maîtrisées par Enedis et que le coût unitaire de référence doit être réévalué, afin que le mécanisme reparte sur des bases assainies.

Question 13 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées par la CRE concernant la régulation incitative des investissements " hors réseaux " pour le TURPE 7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

EDF considère que les charges de SI cœur de métier ne doivent pas entrer dans le périmètre incité. En effet, il s'agit d'une activité stratégique, au cœur de la transformation du métier de gestionnaire de réseau pour accompagner la transition énergétique. En tout état de cause, il est nécessaire de donner à Enedis les moyens de réaliser sa transformation numérique.

Question 14 : Êtes-vous favorable au retrait des producteurs BT < ou = 36 kVA du périmètre incité de l'indicateur de remise de la proposition de raccordement et à leur suivi sans incitation ?

Favorable

Commentaire :

EDF est favorable au retrait des producteurs BT \leq 36 kVA du périmètre incité de l'indicateur de remise de la proposition de raccordement, justifié par son passage de 20 jours en 2018 à 0,9 jour en 2023, notamment par le biais du passage à la télé-opération.

Question 15 : Êtes-vous favorable aux niveaux d'objectifs proposés par la CRE pour le respect de l'envoi de la proposition de raccordement pour les différents niveaux de tension à savoir, de 95 % à 98 % pour le segment BT < ou = 36 kVA et de 91 % à 94 % pour le segment BT > 36 kVA, collectifs en BT et HTA ?

Défavorable

Commentaire :

Concernant le segment BT \leq 36 kVA, EDF est favorable à entamer la période TURPE 7 avec l'objectif à 94% comme proposé par Enedis. En s'appuyant sur le résultat du dernier réalisé en 2023, qui était de 93,9% pour les consommateurs

Concernant le segment BT > 36 kVA, collectifs en BT et HTA, la trajectoire de 91 à 94% envisagée par la CRE, à comparer à celle d'atteindre 91% chaque année proposée par Enedis, semble trop ambitieuse au regard de la dégradation passée. EDF n'y est donc pas favorable, et propose la trajectoire progressive suivante : 91% en 2024 et 2025, 91,5% en 2026, 92% en 2027 et 92,5% en 2028, qui permet d'inciter de manière progressive et proportionnée Enedis à engager des actions de réduction des délais.

Question 16 : Êtes-vous favorable à la mise en place d'un suivi sans incitation du délai moyen (en jours) de remise des 5 % des PTF les plus longues ?

Favorable

Commentaire :

Sur le segment BT > 36 kVA, collectifs en BT et HTA, EDF est favorable à la mise en place d'un suivi uniquement si celui-ci a pour but d'identifier les raisons du délai moyen de remise des 5% des PTF les plus longues, ce délai pouvant s'expliquer pour des contraintes techniques notamment. EDF partage le constat que 5% des PTF allongent de manière notable le délai moyen de remise et qu'il convient d'analyser les motifs de ces délais allongés et la part de responsabilités des différentes parties prenantes. La mise en place d'une régulation incitative n'aurait du sens que si l'analyse démontre que les axes d'amélioration pour la réduction de ces délais allongés sont à la main d'Enedis.

Question 17 : Êtes-vous favorable aux orientations préliminaires de la CRE, dont l'intégration des dérivations individuelles dans la catégorie des raccordements individuels en soutirage BT < ou = 36 kVA sans extension du réseau ? Êtes-vous favorable à la trajectoire d'objectifs proposée par la CRE pour le TURPE 7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

EDF est favorable à l'intégration des dérivations individuelles dans la catégorie des raccordements individuels en soutirage BT \leq 36 kVA sans extension du réseau.

Sur la trajectoire des objectifs des délais pour la catégorie Individuels soutirage \leq 36 kVA, EDF partage l'approche de la CRE de revoir la cible à partir du dernier réalisé de TURPE 6 afin de fixer un objectif ambitieux mais aussi atteignable pour Enedis. EDF partage également la diminution de la cible ralentie sur la période TURPE 7 (-3 j/an) par rapport à la période TURPE 6 (-6 j/an), les gains les plus aisés sur les délais ayant déjà été réalisés. Toutefois il semble nécessaire de prévoir la possibilité en cours de période d'une révision de cette trajectoire si le réalisé venait à s'écarter de la cible, du fait du volume d'affaires important et en augmentation anticipé par Enedis pour la prochaine période tarifaire.

Enfin EDF ne partage pas la position de la CRE de ne pas exclure les affaires jugées anormalement longues, et considère que lorsqu'Enedis est en mesure de démontrer que l'utilisateur ou un tiers porte la responsabilité du retard cela devrait être pris en compte et exclus du calcul de l'indicateur, d'autant plus que la CRE souhaite définir une trajectoire nettement plus ambitieuse que celle d'Enedis en passant de 59 à 50 jours pour le délai moyen sur la période TURPE 7.

Question 18 : Êtes-vous favorable à la suppression de la catégorie " Ajout injection sur branchement BT < ou = 36 kVA " et au suivi sans incitation des affaires nécessitant des travaux ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

EDF est favorable à la suppression de cette catégorie "Ajout injection sur branchement BT \leq 36 kVA" dont le délai est passé de 8 à 0,17 jour et pour laquelle la majorité des affaires se résout sans travaux par télé-opération.

EDF n'a pas d'avis sur le suivi sans incitation des affaires nécessitant des travaux. D'un point de vue plus global sur les indicateurs, EDF estime que la volumétrie de moins de 2000 affaires par an (1% des affaires d'ajout injection sur branchement BT \leq 36 kVA), amène à s'interroger sur l'intérêt de conserver un indicateur.

Question 19 : Êtes-vous favorable à la fusion des catégories des raccordements BT < ou = 36 kVA avec extension du réseau et BT > 36 kVA avec et sans extension du réseau ? Êtes-vous favorable à la trajectoire d'objectifs envisagée par la CRE sur TURPE 7 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

EDF est favorable à la fusion de ces 2 catégories, les travaux étant effectués par les mêmes équipes.

EDF considère trop ambitieuse la trajectoire d'objectifs envisagée par la CRE en TURPE 7. L'analyse des réalisés des 2 dernières périodes tarifaires indique que l'objectif de 142 jours prévu en entrée de période tarifaire TURPE 7 n'a pas été approché depuis 2017 à la fois pour le raccordement BT < 36 kVA avec extension du réseau et pour le raccordement BT > 36 kVA avec et sans extension. Sur ce dernier segment, la performance se dégrade depuis 2021 et s'éloigne de l'objectif TURPE 6 année après année, aussi EDF propose une trajectoire intermédiaire entre la demande Enedis et la trajectoire envisagée par la CRE : 149 jours en 2025, puis 146 jours en 2026 puis un palier à 143 jours en 2027 et 2028, notamment afin de tenir compte des difficultés d'approvisionnement en matériel.

Question 20 : Êtes-vous favorable à la trajectoire d'objectifs proposée par la CRE pour les raccordements collectifs sur la période TURPE 7 ? Êtes-vous favorable au suivi sans incitation des raccordements des colonnes horizontales (IRVE) ?

Défavorable

Commentaire :

EDF considère trop ambitieuse la trajectoire d'objectifs proposée par la CRE pour les raccordements collectifs. A l'exception de l'année 2023 avec un réalisé de 201 jours, le réalisé a toujours été supérieur à 227 jours depuis 2017. Le réalisé de 2024 sur les 10 premiers mois de l'année pourrait donner une tendance permettant de valider si une vraie rupture à la baisse du délai est enclenchée, notamment avec la mise en œuvre d'une convention cadre avec les promoteurs, ou bien si les résultats des actions mises en place ne se font pas encore sentir.

Sur la base d'un réalisé 2024 entre 210 et 200 jours, EDF propose de réhausser la trajectoire d'objectifs ainsi : 200 jours en 2025 puis un gain de 7 jours par an.

Concernant les raccordements des colonnes horizontales, des pénalités sont déjà prévues si Enedis dépasse le délai de 6 mois à compter de l'acceptation de la convention/proposition, à hauteur de 0,55 % du coût total HT de l'infrastructure collective par semaine calendaire de dépassement. De ce fait, Enedis est déjà incitée à réduire les délais. EDF considère donc qu'un suivi sans incitation est pertinent.

Question 21 : Considérez-vous pertinent de mettre en place une incitation pour les raccordements provisoires ?

Sur l'incitation des délais de raccordement provisoires d'Enedis, la performance est actuellement calculée par le délai moyen entre la date de réception de la demande et la date de réalisation. La CRE a constaté dans son suivi pendant la période TURPE 6 une amélioration de la tendance de 36 vers 21 jours. Cette bonne performance sur un indicateur suivi n'appelle pas une incitation selon EDF.

En complément, EDF demande la mise en place d'un indicateur de suivi de respect de dépose du raccordement provisoire à la date de résiliation demandée par le fournisseur. En effet, la résiliation du contrat de fourniture du client ne peut se faire que si le branchement est déposé par Enedis. Tant que cette dépose n'est pas réalisée, Enedis continue de transmettre des flux de consommation estimée au fournisseur qui facture au client.

Question 22 : Êtes-vous favorable à la mise en place d'un système automatique pour le versement des indemnités en cas de retard de mise à disposition du raccordement ?

Défavorable

Commentaire :

Comme le constate la CRE, les indemnités pour retard n'ont pas été réclamées par les clients concernés dans l'immense majorité des cas. Par rapport aux 2 solutions envisagées pour cet indicateur lors de l'atelier sur l'accélération des raccordements, EDF n'est pas favorable à la solution de mise en place d'un système automatique de compensation. Cette automatisation aurait notamment un coût de mise en place du fait des développements SI associés, mais elle semble aussi non nécessaire au vu de l'amélioration continue constatée sur TURPE 6 des indicateurs de délai de raccordement pour les consommateurs en BT, indépendamment donc du processus de réclamation. Si toutefois la CRE souhaitait maintenir un indicateur, EDF propose l'introduction de cette question précise dans les enquêtes de satisfaction client et le suivi de leurs résultats.

Question 23 : Êtes-vous favorable à la régulation incitative envisagée par la CRE concernant la capacité de postes sources à créer en priorité, dans le cadre des S3REnR ?

Défavorable

Commentaire :

Concernant la régulation incitative sur la capacité de postes sources à créer en priorité, EDF se montre réservée. Ainsi qu'Enedis l'a rappelée lors de l'atelier sur l'accélération des raccordements, l'approvisionnement en matériels, notamment les postes sources, est tendu. Les gestionnaires de réseau n'ont pas attendu pour donner de la visibilité, mobiliser et renforcer leurs filières industrielles, toutefois cela ne garantit pas une montée en cadence suffisante par rapport à l'accélération des demandes de raccordement.

Aussi EDF considère prématurée la mise en place d'une régulation incitative commune à Enedis et RTE pour la création des postes source, et souhaite a minima un plafonnement des pénalités attestant que tous les leviers ne sont pas à la main des GR, comme le propose la CRE lorsqu'elle indique considérer que "chaque opérateur dispose d'une maîtrise partielle dans l'avancement des projets prioritaires".

Question 24 : Identifiez-vous d'autres données à intégrer au rapport annuel sur le raccordement à publier par les gestionnaires de réseaux ?

EDF soutient la publication d'un rapport annuel sur le raccordement qui permettrait d'améliorer la compréhension de l'ensemble des parties prenantes.

EDF considère que l'ajout pour le niveau de tension HTA d'une donnée distinguant la consommation au titre de l'alimentation principale et au titre de l'alimentation de secours pour les sites consommateurs serait pertinent, y compris pour les auxiliaires des sites de production.

Question 25 : Partagez-vous les orientations préliminaires de la CRE concernant la qualité de service relative à l'acheminement ? Avez-vous des suggestions complémentaires ?

Concernant le taux de réponse aux réclamations dans les 15 jours calendaires, EDF constate à la lecture de la figure 16 que la performance récente a connu un point de mesure en dessous de la cible de 95%, aussi EDF propose une trajectoire intermédiaire partant en 2025 de l'objectif de 95% pour monter par demi-point jusqu'à 97% en 2028. Toutefois, Enedis devra s'assurer du traitement complet de la demande avant la clôture de la réclamation. Par exemple, si la réclamation requiert un redressement, elle ne peut être clôturée qu'après réalisation dudit redressement.

Concernant le taux de réclamations multiples, EDF partage le recentrage envisagé par la CRE sur les réclamations effectivement destinées à Enedis. Toutefois EDF est défavorable au doublement de l'incitation financière. En effet, la performance moyenne sur la période TURPE 6 est de 11,5% pour un objectif à 9,2% en 2023. EDF suggère d'attendre de constater l'effet du recentrage sur la performance avant de doubler l'incitation sur un indicateur dont la performance est actuellement très éloignée de l'objectif.

Concernant le taux d'accessibilité de la ligne téléphonique spécialisée fournisseurs dont l'amélioration de la performance est constatée sur TURPE 6, EDF partage la réhausse à 97% de l'objectif, mais n'est pas favorable à l'instauration d'une incitation asymétrique. La régulation incitative est d'une manière générale plus efficace si elle est symétrique et aucune démonstration d'une amélioration de la performance pour une incitation asymétrique n'est proposée sur cet objectif particulier.

Concernant le taux d'appels à la ligne téléphonique spécialisée fournisseurs avec un temps d'attente inférieur à 90 secondes, EDF partage le rehaussement de l'objectif mais dans ce cas également n'est pas favorable à l'instauration d'une incitation asymétrique.

Concernant le taux de disponibilité de la fonction "interrogation des données utiles à la commande de prestation" du portail fournisseur et tiers, EDF est favorable au maintien de l'objectif à 99% sur la période Turpe 7. En complément, dans ce même domaine EDF réitère sa demande portée en retour à l'atelier "qualité de service et qualité d'alimentation des gestionnaires de réseau" d'introduire un indicateur de suivi sur le taux de disponibilité des web services (WS) et du système de gestion des échanges (SGE) (les web service étant le canal majoritairement utilisé par les fournisseurs pour leur commande de prestations). Cette suggestion découle du constat d'incidents répétés sur le SI Enedis d'échange avec les fournisseurs qui ont eu pour conséquence une forte dégradation du taux de disponibilité du portail SGE et des WS, et ont donc impacté l'activité des fournisseurs. EDF note à ce titre une nette diminution des incidents depuis le correctif installé par Enedis au cours de l'été.

Enfin EDF est favorable à la suppression proposée par la CRE des 3 indicateurs suivis relatifs aux interventions qui ne sont plus pertinents avec les télé-opérations permises par les compteurs Linky et est également favorable à la suppression des 3 indicateurs relatifs à la relève et la facturation.

Question 26 : Êtes-vous favorable aux évolutions de la régulation incitative de la qualité de service du système de comptage évolué envisagées par la CRE pour le TURPE 7 ? Avez-vous des suggestions complémentaires ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

EDF est en faveur de la reconduction de la régulation incitative d'Enedis sur la qualité de service du système de comptage évolué.

Concernant le taux de relève journalière, EDF considère que l'annualisation des indicateurs aura un effet de lissage, sur des résultats qui, dans un souci de satisfaction clients, doivent maintenir un niveau de qualité le plus constant possible tout au long de l'année. Il est donc important que le calcul de cette incitation reste sur une base mensuelle. EDF est favorable au rehaussement de l'indicateur à 99% proposé par la CRE tout en excluant du calcul les événements exceptionnels (intempéries, incidents des opérateurs de télécommunication).

Concernant le taux de publication par Ginko des index réels mensuels, EDF est favorable à la proposition de la CRE de fixer le taux cible à 99,5%.

Concernant le taux de compteurs Linky sans index télé-relevé au cours des deux derniers mois, EDF est favorable à la proposition de la CRE et reprend sa proposition en réponse à l'atelier dédié de compléter le dispositif avec un indicateur de suivi spécifique sur le taux de compteurs sans index télé-relevé de plus de 6 mois.

Concernant le taux de télé-prestations réalisées le jour J demandées par les fournisseurs, EDF est favorable à la proposition de la CRE mais en maintenant un calcul mensuel de l'incitation tout en excluant du calcul les événements exceptionnels (intempéries, incidents des opérateurs de télécommunication).

Concernant le taux de compteurs activés dans les délais à la suite d'un ordre de pointe mobile, EDF est favorable à la proposition de la CRE.

Question 27 : Considérez-vous pertinent de maintenir le périmètre existant (ne pas en exclure les compteurs concernés par une coupure longue sur les jours concernés), pour les indicateurs " Taux de télé-relevés journaliers réussis ", " Taux de télé-prestations réalisées le jour J demandé par les fournisseurs " et " Taux de compteurs activés dans les délais à la suite d'un ordre de pointe mobile " ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

EDF n'est pas favorable à ce que soient exclus du calcul les événements qui sont sous le contrôle d'Enedis tels que la réduction de puissance souscrite par télé-opération des clients équipés de compteurs Linky.

A l'inverse EDF est favorable à l'exclusion des événements hors du contrôle d'Enedis de type intempéries et incidents liés aux opérateurs de télécommunications.

Question 28 : Êtes-vous favorable à l'automatisation du versement des indemnités et à l'extension du périmètre d'application ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

EDF est favorable à l'automatisation de l'indemnité pour les compteurs Linky non communicants de manière prolongée, et reprend sa proposition en réponse à l'atelier dédié de la CRE de compléter avec un indicateur de suivi spécifique du taux de compteurs sans index télé-relevé de plus de 6 mois.

Concernant l'automatisation des indemnités pour télé-opérations réalisées à une date ultérieure à la date souhaitée par le client, EDF propose d'en différer la mise en application dans l'attente de l'identification complète de l'impact sur les modes de fonctionnement d'Enedis.

Question 29 : Êtes-vous favorable aux évolutions de la régulation incitative de la transmission des données envisagées par la CRE pour le TURPE 7 ? Avez-vous des suggestions complémentaires ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

EDF partage les évolutions envisagées par la CRE pour le taux de disponibilité en J+1 des courbes de charge Linky, notamment la symétrie de l'incitation. EDF suggère toutefois de définir un couple plancher / plafond identique pour l'incitation, borné à +/-2 M€ sachant que la CRE demande par ailleurs une réhausse de l'objectif.

EDF est favorable au maintien de l'indicateur de taux de transmission en J+1 des index et autres données de comptage. En effet, autant la performance a bien progressé de 2021 à 2023, autant il est dommage de se priver de cet indicateur pour la période TURPE 7 alors qu'Enedis prévoit des évolutions sur les flux de transmission d'index quotidiens en 2025, dont la bonne transmission en serait alors plus mesurable.

Concernant le taux de transmission des courbes de charge en J+1 pour le marché d'affaires, EDF souhaite attirer l'attention de la CRE sur la présentation retenue de l'indicateur dans l'annexe à la consultation. Il est indiqué "valeur plancher des incitations +/- 3 M€", le "+" est probablement à retirer ici. Pour une parfaite symétrie de l'incitation, EDF suggère un couple plancher / plafond à +/- 1,5 M€ sachant que la CRE demande par ailleurs une réhausse de l'objectif.

Enfin EDF est favorable à la proposition de la CRE d'instaurer un indicateur sur la qualité des courbes de charge ainsi qu'un indicateur sur le traitement des tickets sur les données SGE.

Question 30 : Considérez-vous pertinent de maintenir le périmètre existant des indicateurs (ne pas en exclure les compteurs concernés par une coupure longue sur les jours concernés) ?

Défavorable

Commentaire :

EDF considère qu'il est important de conserver un périmètre d'incitation qui soit réellement à la main de l'opérateur. Si des événements exceptionnels trop fréquents viennent dégrader les indicateurs, alors ceux-ci ne sont pas représentatifs de la performance intrinsèque de l'opérateur. De plus, il y a lieu également de considérer l'interdépendance entre les différents réseaux et de penser la résilience d'ensemble en associant l'ensemble des parties prenantes. Ainsi, en cas d'aléas climatiques, les gestionnaires de réseau d'électricité ne sont souvent pas les seuls opérateurs de réseau impactés : les infrastructures de télécommunication notamment peuvent également subir des avaries et des indisponibilités. Dans de telles situations, il conviendrait par exemple de blanchir la période d'indisponibilité du service imputable aux autres infrastructures du calcul de l'indicateur.

Question 31 : Êtes-vous favorable à l'orientation de la CRE d'adapter l'indicateur conformément aux évolutions des règles MA-RE ? Êtes-vous favorable au maintien du niveau de l'objectif et de l'incitation asymétrique ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

EDF est favorable à l'orientation de la CRE d'adapter l'indicateur conformément aux évolutions des règles MA-RE, au maintien du niveau de l'objectif mais soutient la mise en place d'une incitation symétrique.

Question 32 : Êtes-vous favorable à l'évolution du calcul de l'indicateur pour prendre en compte les évolutions sur le processus Recoflux ? Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE de ne pas inciter Enedis à rechercher une performance encore meilleure ?

Favorable

Commentaire :

EDF est favorable à l'évolution du calcul de l'indicateur et au calage de l'objectif mensuel au niveau du réalisé de 1,2% en 2023.

Question 33 : Êtes-vous favorable à une incitation financière sur les écarts au périmètre des pertes pour Enedis et au niveau de l'objectif proposé par la CRE ? Êtes-vous favorable aux modalités d'incitation financière proposées ?

Favorable

Commentaire :

EDF est favorable à une incitation financière sur les écarts au périmètre des pertes pour Enedis, au niveau de l'objectif proposé par la CRE et aux modalités d'incitation financière proposées.

Question 34 : Êtes-vous favorable à la suppression de l'indicateur sur la qualité de prévision des pertes relatives à l'ENA, ainsi qu'à la suppression d'indicateurs de suivi de la qualité de service relative au bilan électrique envisagées par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

EDF est favorable à la suppression de l'indicateur sur la qualité de la prévision des pertes relatives à l'énergie non affectée (ENA) à la suite de la fusion du processus écart et Recotemp.

EDF est favorable à la suppression d'indicateurs de suivi de la qualité de service relative au bilan électrique devenus obsolètes.

Question 35 : Êtes-vous favorable aux niveaux d'objectifs proposés par la CRE pour les critères B, M, F-BT et F-HTA ? Êtes-vous favorable à la fixation lors de la première mise à jour tarifaire du TURPE des objectifs des critères F-BT et F-HTA pour les années 2026, 2027 et 2028 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

EDF soutient le maintien des niveaux d'incitations pour les critères B et M pour la période TURPE 7 au niveau de TURPE 6 et n'a pas de position particulière quant aux niveaux d'objectifs proposés pour ces 2 mêmes critères.

EDF est favorable à la fixation lors de la première mise à jour tarifaire du TURPE des objectifs des critères F-BT et F-HTA pour les années 2026, 2027 et 2028, ce qui permettra alors de bénéficier du retour d'expérience sur la solidité du recalage de l'objectif décidé pour 2025.

Comme exprimé précédemment sur le relèvement des planchers/plafonds de la régulation incitative, EDF n'est pas favorable à la réhausse du plafond des 4 indicateurs à proportion de l'évolution du revenu autorisé prévisionnel d'Enedis.

Question 36 : Partagez-vous l'analyse préliminaire et les axes prioritaires identifiés par la CRE pour le développement des flexibilités au service des réseaux ?

Favorable

Commentaire :

EDF partage les axes prioritaires pour le développement au service du réseau envisagés par la CRE. EDF est favorable au développement de flexibilités permettant de raccorder plus rapidement le plus grand nombre de sites en soutirage ou injection sous réserve de leur efficacité économique par rapport à des renforcements du réseau.

La flexibilité peut être apportée selon le type de congestion de réseau rencontrée via le soutirage ou via l'injection. Les flexibilités sont pour les gestionnaires de réseaux des solutions alternatives au renforcement ou au développement des réseaux pour résorber les congestions et assurer le bon fonctionnement dynamique au moindre coût de l'équilibre offre-demande.

Cependant, EDF considère nécessaire d'améliorer certains des mécanismes existants. En particulier, il paraît nécessaire de faire émerger une valeur pour les services rendus pour l'équilibrage du système et qui ne sont actuellement pas rémunérés (par ex. inertie...) et de façon générale de mieux rémunérer les services rendus pour la résolution des problèmes locaux de réseau (congestions, tension...). Le code de réseau « demand response » en cours d'élaboration devrait favoriser la mise sur pied de marchés locaux. En outre, EDF rappelle qu'une participation des EnR au mécanisme d'ajustement à la baisse et à la hausse est de nature à renforcer les leviers de flexibilité à disposition du gestionnaire de réseau.

Enfin, EDF est favorable au développement des raccordements flexibles pour autant que les modalités proposées restent optionnelles. Les limitations associées aux raccordements flexibles devront se limiter strictement aux situations effectives de congestion du réseau. Les gestionnaires de réseau devront également considérer l'ensemble des options de gestion des congestions disponibles à un instant donné, et les sélectionner selon leur coût pour la collectivité, en évitant le biais qui consisterait à contraindre par défaut les actifs qui ont fait l'objet d'un raccordement flexible.

En complément, EDF souhaite alerter la CRE sur de possibles difficultés pour atteindre certains de ses objectifs pour l'accélération et la généralisation du développement des flexibilités en raison de contraintes techniques. Par exemple, la CRE estime que les appels d'offres flexibilités locales de RTE doivent être généralisés et devenir technologiquement neutres et accessibles aux capacités raccordées en distribution. Or, pour une modification volontaire du flux vers le réseau, le producteur peut demander une « rampe » jusqu'à 8 MW/min et cela déclenche une étude sur le risque de dépasser 1% de variation au secondaire du transfo HTB/HTA, soit le passage d'un pas du régulateur en charge. Ce qui pourrait être incompatible avec les exigences de RTE pour les services de fréquence destinés à assurer la stabilité du système électrique. De même dans son AO de congestion management à Perquié, pour résoudre une contrainte d'intensité en 63 kV, RTE a demandé une rampe minimale de 10 MW/seconde. Ces différents services pour RTE risquent donc d'être inaccessibles au stockage ou autres moyens raccordés en distribution.

Question 37 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE visant à attribuer à Enedis 20 % des gains économiques permis par la flexibilité ?

Favorable

Commentaire :

EDF soutient la méthode mise en place avec Critflex de comparaison des solutions.

Concernant la régulation incitative d'Enedis, EDF est favorable à ce les gestionnaires de réseau soient incités à développer des solutions de flexibilité. Néanmoins sur ces sujets encore émergents, EDF souhaite une concertation des acteurs pour définir le ou les indicateurs d'incitation à retenir. La proposition de la CRE de restituer à Enedis 20% des gains (CAPEX – OPEX) est intéressante et a le mérite de la simplicité mais elle ne garantit pas dans tous les cas de figures le choix optimal entre une solution d'investissement pour renforcer/développer le réseau ou une solution de flexibilité : en particulier quand les solutions d'investissements et de flexibilité ont des coûts très proches, Enedis se trouverait de fait incité à choisir la solution de flexibilité plutôt que celle d'investissement sans que ce choix soit nécessairement le plus souhaitable pour la collectivité.

Question 38 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE visant à inciter Enedis à la mise en œuvre du projet REFLEX ?

Défavorable

Commentaire :

EDF regrette la mise en place d'une incitation asymétrique uniquement sous forme de malus, et suggère l'ajout d'une clause de revoyure de cette trajectoire s'appuyant sur des petits nombres et qui peut donc évoluer significativement en fonction de repriorisation que le gestionnaire de réseau de distribution serait amené à réaliser.

Enfin, EDF s'interroge sur le cas de postes sources qui seraient jugés prioritaires mais dont il ne serait pas démontré l'intérêt de REFLEX lors d'études ultérieures. Ces postes se retrouveraient-ils comptabilisés dans cette trajectoire associée à REFLEX ou bien en dehors ?

Question 39 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE visant à inciter Enedis à la mise en œuvre du DERMS ?

Favorable

Commentaire :

EDF est favorable à l'incitation d'Enedis pour le déploiement du premier palier du DERMS au premier semestre 2027 en tant que projet prioritaire. En tant que projet prioritaire, il est important de donner à Enedis les ressources et moyens de le mener à bien.

Question 40 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE visant à suivre l'application de la méthodologie CritFlex par Enedis ?

Favorable

Commentaire :

EDF considère que les éléments constituant l'indicateur proposé par la CRE permettent de tirer un bilan sur les potentiels de flexibilité identifiés par la méthode Critflex. EDF partage la position de la CRE de ne pas l'inciter.

Question 41 : Selon quels critères considérez-vous qu'Enedis devrait proposer systématiquement une offre de raccordement flexible en complément de l'offre de raccordement de référence ?

Des critères envisageables sont : la capacité à moduler sa production/ sa consommation (en fonction du process), la réactivité, la situation dans une zone du système électrique où cela a du sens.

Question 42 : Êtes-vous favorable à la mise en place d'une régulation incitative commune à Enedis et RTE portant sur l'exécution d'actions prioritaires communes ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Pour le recours aux flexibilités au service des réseaux, EDF est favorable à la mise en place d'une régulation incitative commune

à Enedis et RTE portant sur l'exécution d'actions prioritaires communes. EDF rappelle toutefois qu'il est nécessaire d'allouer les moyens au gestionnaire de réseau de réaliser ces actions prioritaires, et demande de quelle manière sont envisagées les modalités de coordination entre Enedis et RTE sur le sujet.

En ce qui concerne les 3 premières actions prioritaires identifiées par la CRE, EDF les soutient à partir du moment où la date de réalisation au 1er janvier 2026 a été fixée en concertation avec RTE et Enedis. Sur la mutualisation des ressources de flexibilité via un portail d'achat unique commun à Enedis et RTE, EDF renouvelle son alerte sur les barrières à un fonctionnement technologiquement neutre avec de la rampe maximale en distribution, vu à la question 37.

EDF n'est en revanche pas favorable à la fixation de ce niveau de pénalité dès la mise en œuvre du dispositif et suggère de diviser les montants prévus par 2 pour ces 3 premières actions dont la réalisation ou le retard pourra être constaté dès 2026. EDF rappelle à cet égard qu'aucune action prioritaire n'a été intégrée dans le TURPE 6 HTA-BT pour Enedis, ce qui justifie un démarrage progressif de cette régulation incitative spécifique partagée entre RTE et Enedis.

Question 43 : Êtes-vous favorable aux orientations de la CRE concernant la régulation incitative de la recherche et développement ?

Favorable

Commentaire :

EDF partage le maintien des principes issus de TURPE 6 et rappelle simplement son positionnement sur la nécessaire sanctuarisation des dépenses de R et D afin de garantir une activité pérenne et porteuse d'innovation au service de tous.

En effet, il convient que la trajectoire de montants de R et D retenue dans le TURPE 7 soit à la hauteur des enjeux d'évolution rapide du secteur de l'énergie pour que cette régulation soit effectivement pertinente. La réduction de la trajectoire de R et D proposée par l'auditeur risque ainsi de ne pas permettre à Enedis d'être au rendez-vous des enjeux liés au contexte d'évolution mentionnée par la CRE.

EDF partage le principe de vigilance pour vérifier de la bonne utilisation des ressources engagées dans les projets de démonstrateurs tout en conservant à l'esprit que l'analyse coûts-bénéfices de ces projets appelle par nature une approche de moyen/long terme.

Question 44 : Êtes-vous favorable à la suppression du guichet Smart Grids pour la période du TURPE 7 ?

Favorable

Commentaire :

Les propositions qui avaient permis d'améliorer le guichet "Smart grids" du passage de TURPE 5 à TURPE 6 n'ont pas amené davantage de sollicitation d'Enedis sur la période TURPE 6, EDF est favorable à la suppression de ce guichet pour la période TURPE 7.

Question 45 : Êtes-vous favorable aux orientations préliminaires et aux actions prioritaires envisagées par la CRE pour Enedis sur la période TURPE 7 ? Identifiez-vous d'autres actions prioritaires ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

EDF rappelle sa position exprimée en TURPE 6, il est nécessaire d'allouer les moyens au gestionnaire de réseau de réaliser ces actions prioritaires. En outre, en cas de définition de nouvelle action prioritaire en cours de période, il conviendra d'arbitrer entre les actions ou l'allocation de moyens supplémentaires pour la réaliser. EDF n'a pas de remarque sur la reconduction du mécanisme en lui-même.

La réalisation des actions prioritaires listées peut nécessiter des évolutions du cadre réglementaire dont les jalons se situent régulièrement sur le chemin critique. Lors d'un désaccord entre la CRE et les pouvoirs publics sur la nécessité d'une de ces évolutions, il est important de veiller à ne pas pénaliser Enedis.

Question 46 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la hausse des plafonds des régulations incitatives de qualité de service, de qualité d'alimentation, de coûts unitaires et des raccordements ?

Défavorable

Commentaire :

Comme exprimé précédemment, EDF ne partage pas le raisonnement d'augmenter les plafonds des régulations incitatives à proportion de l'augmentation du revenu autorisé. La régulation incitative doit en effet garder une certaine cohérence et un équilibre entre les ambitions opérationnelles fixées et les arbitrages potentiels de ressources et viser ainsi une maîtrise globale des risques portés le GRD. EDF partage en revanche la modification de ces plafonds quand elle est associée à une modification du périmètre incité.

Question 47 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de couvrir les coûts du parc de compteurs historiques par la facturation d'une composante spécifique à l'ensemble des clients non équipés de compteurs évolués hors impossibilité technique ?

Favorable

Commentaire :

EDF est favorable à la couverture des coûts du parc de compteurs historiques par la facturation d'une composante spécifique à l'ensemble des clients non équipés de compteurs évolués hors impossibilité technique. EDF comprend que cela représente actuellement un volume de 1,9 M de clients (2,1 M de clients auxquels on retranche les 180 k compteurs non remplaçables pour des raisons techniques).

Question 48 : Partagez-vous les volumes de relève à pied et de contrôles envisagés par la CRE ?

Partiellement

Commentaire :

Dans un contexte récent de constats de hausse de fraude, et celui, pérenne, de garantir aux fournisseurs la faculté d'émettre des factures adossées à des index réels, EDF comprend la proposition de la CRE de relever le volume de contrôles ciblés, les coûts de cette augmentation étant couverts par le montant proposé pour la composante socle et la composante additionnelle. EDF s'interroge tout de même sur les volumes envisagés qui semblent relativement élevés dans la mesure où cela concerne des clients difficilement joignables ou dont les compteurs ne sont pas accessibles.

Question 49 : Êtes-vous favorable à une composante tarifaire additionnelle pour les clients qui n'auraient pas transmis d'index ou n'auraient pas pris de rendez-vous ?

Favorable

Commentaire :

EDF est favorable à la composante tarifaire additionnelle dont la couverture des coûts est assurée par le montant retenu. En complément, EDF souhaite obtenir les guides flux le plus rapidement possible afin de pouvoir faire les développements SI nécessaires pour ces deux composantes.

Question 50 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la facturation du comptage non communicant chez les ELD ?

Favorable

Commentaire :

EDF partage la réplication aux ELD du modèle décidé par Enedis dans le délai d'un an à partir de l'atteinte d'un taux de déploiement de 90%, et en excluant les compteurs historiques non remplaçables pour impossibilité technique.

EDF partage également la réplication des mêmes principes pour les ZNI.

Niveau tarifaire

Question 51 : Avez-vous des observations sur l'analyse préliminaire de la CRE relative aux charges nettes d'exploitation d'Enedis pour le TURPE 7 ?

Les charges nettes d'exploitation doivent permettre à un gestionnaire de réseau efficace d'effectuer les missions qui lui sont confiées. Dans le contexte actuel de transition énergétique rapide constaté en TURPE 6 et qui va s'accélérer sur la période TURPE 7, il convient donc de s'assurer qu'Enedis dispose des marges de manœuvre suffisantes pour accomplir les missions qui lui sont confiées.

EDF souhaite également mentionner ses réserves par rapport à la méthode retenue pour fixer la borne basse de la trajectoire des charges nettes d'exploitation d'Enedis, avec à la fois un retraitement poste à poste effectué par l'auditeur additionné au retraitement du plan de performance d'Enedis, générant ainsi un risque de double décompte.

Question 52 : Avez-vous des observations sur le niveau de charges de système électrique envisagé par la CRE sur la période TURPE 7 ?

EDF n'a pas d'observation sur le niveau de charges du système électrique envisagé pour TURPE 7.

Question 53 : Avez-vous des remarques sur l'analyse préliminaire de la CRE concernant le niveau des paramètres de rémunération pour le TURPE 7 HTA-BT ?

La réponse est confidentielle

Question 54 : Avez-vous des remarques sur la trajectoire d'investissements proposée par Enedis ?

EDF partage les 3 défis identifiés par Enedis (nouveaux usages électriques, déploiement des EnR, et adaptation des infrastructures au changement climatique). Dans le contexte actuel d'une demande en électricité atone (ou en baisse récemment), il est impératif de trouver le bon chemin pour dynamiser l'électrification et ainsi décarboner l'économie, tout en contribuant à la réindustrialisation. Une accélération du raccordement des sites de soutirages apparaît à cet égard nécessaire.

Question 55 : Avez-vous des remarques sur les analyses préliminaires de la CRE concernant la trajectoire d'investissements " hors réseaux " d'Enedis ?

Comme la CRE le soulignait dans son atelier sur les trajectoires d'investissements du 10 septembre 2024, un retard dans le déploiement de certains projets conjugué à une hausse des coûts peuvent néanmoins amener le gestionnaire de réseau à respecter les trajectoires prévues, tout comme la prise en compte de besoins non identifiés peut amener le gestionnaire de réseau à dépasser fortement sa trajectoire. EDF souhaite donc souligner l'importance de bien dimensionner les trajectoires prévisionnelles pour ne pas prendre le risque de sous-investir tout en incitant à la performance, mais également la possibilité en cours de période de réévaluer les trajectoires pour prendre en compte des demandes imprévues par le biais d'une enveloppe supplémentaire d'investissement. C'est en particulier le cas pour les projets SI qui d'une part peuvent être de vrais leviers pour améliorer la performance d'Enedis et d'autre part peuvent être soumis à des incertitudes (évolution des prescriptions de cybersécurité...).

Question 56 : Avez-vous des remarques concernant le solde du CRCP au 1er janvier 2025 ?

EDF n'a pas de remarque concernant le solde du CRCP au 1er janvier 2025. EDF soutient la proposition de la CRE de la question 4 proposant la restitution dès le 1er février 2025 du solde du CRCP de TURPE 6.

EDF demande par ailleurs que le CRCP soit rémunéré au CMPC d'Enedis et non au taux sans risque, les capitaux étant fongibles. La période TURPE 6 a montré que des montants conséquents de CRCP pouvaient se constituer au cours d'une période tarifaire ce qui renforce la nécessité de corriger cette sous rémunération.

Question 57 : Avez-vous des remarques concernant les trajectoires de consommation et de consommateurs desservis pour la période TURPE 7 ?

Les trajectoires révisées de consommation retenues par Enedis s'inscrivent dans un contexte d'une demande atone d'électricité ces 15 dernières années en France avec une baisse observée ces 3 dernières années, ce qui souligne la nécessité d'une démarche volontariste pour dynamiser l'électrification. Dans ce contexte de forts investissements rappelé par la CRE dans le cadre de cette consultation, les enjeux de leur optimisation se trouvent renforcés. Ceci milite pour porter une attention accrue aux coûts de réseau dans l'analyse des coûts "production+réseau" induits lors de la fixation des objectifs de politique publique de développement des différentes filières de production.

EDF partage la révision de la trajectoire pour les volumes soutirés prévisionnels pour TURPE 7, davantage en phase avec les réalisés des volumes soutirés observés sur la période TURPE 6.

Question 58 : Avez-vous des remarques concernant les options d'évolution de marche tarifaire ou de lissage du revenu autorisé d'Enedis sur la période TURPE 7 ?

EDF est favorable à l'option de marche tarifaire initiale suivi de l'inflation pour le TURPE 7, plutôt qu'une hausse lissée sur les 4 années. Cette modalité permet une évolution du tarif de réseau au cours de la période tarifaire qui suit plus fidèlement l'évolution annuelle de la trajectoire de cout. Elle présente en outre un impact cash pour l'année 2025 pour Enedis ce qui facilite

son financement. C'est d'autant plus important que les besoins de financement pour les prochaines périodes tarifaires sont vus à des niveaux encore plus élevés. Elle est, par ailleurs, plus facilement compatible avec un mouvement tarifaire anticipé en février 2025 permettant de rattraper le CRCP accumulé sur TURPE 6 dès cette date.

Question 59 : Êtes-vous en accord avec la proposition de maintien des modalités d'évolution du Rf et du Ccard ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

EDF est favorable à la proposition de maintien des modalités d'évolution du Rf et du Ccard sur l'inflation, tel qu'envisagé par la CRE. EDF considère toutefois important, dans un souci de prévisibilité des barèmes (et de simplification), de prendre la référence d'inflation utilisée pour toutes les autres composantes du TURPE, en effet, actuellement seuls les Rf et CCard utilisent une référence d'inflation différente.

Structure tarifaire

Question 60 : Êtes-vous favorable au maintien des différentes composantes du TURPE (comptage, gestion, soutirage, injection, etc.) ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

EDF est favorable au maintien des différentes composantes du TURPE, qui doivent permettre de refléter le niveau et la structure des coûts supportés par les gestionnaires de réseau.

EDF s'exprime toutefois à nouveau en défaveur de la proposition de composante optionnelle pour les installations de stockage, EDF étant intimement convaincue qu'une incitation à la bonne localisation des actifs serait beaucoup plus efficace et donc plus pertinente en pesant au moment de la prise de décision de l'investissement.

Question 61 : Êtes-vous favorable aux modalités de mise en œuvre proposées par Enedis et aux orientations proposées par la CRE concernant l'évolution du placement des heures creuses ?

Favorable

Commentaire :

Comme exprimé fin août 2024 à l'occasion de la concertation Enedis dans le cadre du CSF, EDF rappelle son soutien fort à la mise en œuvre de la saisonnalité des HC en métropole continentale pour la prochaine période tarifaire TURPE 7. En effet, la redéfinition saisonnalisée des HC constitue un des leviers importants pour déplacer et privilégier des consommations dans l'après-midi l'été au moment où l'énergie est la moins chère et tirer ainsi parti de l'accroissement de la production photovoltaïque, tout en répondant aux contraintes du système électrique sur certaines heures.

EDF souhaite également rappeler que, dans un marché de détail où la structure des offres n'est pas imposée, la réussite de cette mise en œuvre passe nécessairement par le maintien de l'adhésion au signal HP/HC du TURPE des clients qui le reçoivent aujourd'hui dans leur offre de fourniture. La capacité collective des pouvoirs publics, du gestionnaire de réseau et des fournisseurs à valoriser auprès des clients les bénéfices de ce changement sera essentielle.

EDF souhaite que le déploiement commence par les BT inf 36 résidentiels. Sur les segments professionnels et entreprises, qui doivent aussi pouvoir bénéficier de cette évolution et contribuer aux déplacements de consommation souhaitables et attendus, la diversité des situations nécessite une instruction spécifique supplémentaire qu'il est nécessaire d'engager dans les plus brefs délais. EDF rappelle à ce titre qu'Enedis a indiqué que ce sujet était à instruire lors de sa restitution de la consultation fournisseurs tenue cet été à laquelle la CRE a participé en tant qu'observatrice. EDF ne voit pas mention de cette proposition à instruire dans la présente consultation et réitère donc sa demande.

EDF partage les priorités identifiées par la CRE dans son analyse de prises en compte des contraintes sur le réseau et des opportunités pour l'équilibre offre-demande, et de l'accompagnement des consommateurs. Au sujet de l'accompagnement des consommateurs, EDF soutient la demande de la CRE d'une cohérence entre les régimes affectés à un client en hiver et en été, EDF avait sur ce point soutenu lors de la concertation d'Enedis une plage en commun d'au moins 6 heures pour les heures creuses, sans nuire à l'optimisation globale.

EDF renouvelle son souhait que la possibilité de passer de 8h à 10h d'heures creuses l'été soit considérée et évaluée, en vue d'une mise en œuvre dans la période TURPE 7 en l'absence d'identification d'effets significativement contraires à l'objectif poursuivi. En effet, la possibilité de bénéficier de 10HC l'été au lieu de 8 actuellement est de nature à favoriser l'acceptabilité par

les consommateurs des changements de comportements et d'habitudes induits par la mise en place de l'horosaisonnalisation. Par ailleurs, un passage à 10h d'heures creuses l'été permettrait plus facilement de réaliser l'orientation de la CRE d'un nombre d'heures creuses diurnes au moins égal à 3 heures.

EDF rappelle également sa proposition portée lors de la concertation fournisseur d'Enedis pour faciliter l'appropriation de sa plage d'heures creuses par le client, de lui permettre de disposer d'un choix parmi plusieurs options de plages proposées par le distributeur et compatibles avec les contraintes de ce dernier, en veillant à ce que cette marge de choix ne dégrade pas l'optimalité pour la gestion du réseau.

EDF est favorable à la mise en place d'un indicateur sur le taux de fuite des contrats HP/HC vers les contrats BASE pour s'assurer de la bonne adhésion des clients aux évolutions et pouvoir apporter des adaptations si besoin.

Concernant les Zones Non Interconnectées, EDF est favorable aux orientations présentées dans le paragraphe 5.3.7 visant à une évolution du régime d'heures creuses adaptée aux spécificités de chaque territoire et qui sera définie dans le cadre de la demande tarifaire d'EDF SEI en 2026. En particulier, EDF partage l'analyse de la CRE sur le fait qu'une différenciation saisonnière ne serait pas pertinente pour les territoires de Guadeloupe, Martinique, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, la Réunion mais aussi de la Guyane (qui n'est pas cité par la CRE).

Question 62 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE pour la différenciation locale des régimes d'heures creuses en HTA ?

Favorable

Commentaire :

EDF partage la proposition de la CRE sur la différenciation locale des régimes d'heures creuses en HTA, et soutient de nouveau la demande de la CRE à ENEDIS, exprimée lors de la consultation structure tarifaire de décembre 2023, de réaliser une étude de la valeur que pourrait apporter cette différenciation.

Question 63 : Êtes-vous favorable aux orientations de la CRE visant à inciter Enedis à la tenue des délais pour la mise à jour des plages temporelles des compteurs ?

Défavorable

Commentaire :

EDF comprend le principe de la régulation incitative proposée par la CRE pour la tenue des délais pour la mise à jour des plages temporelles des compteurs mais n'est pas favorable à une validation immédiate de sa mise en place. En effet, la mise en place d'une régulation incitative pourrait se traduire par une forme de pression néfaste à la bonne réussite de ce changement "culturel" sur les heures creuses. Comme la CRE le souligne, ce changement ne pourra être un succès qu'à partir du moment où fournisseurs et Enedis sont parfaitement maillés, et où l'accompagnement du client est placé au centre des préoccupations.

EDF propose que la première phase de déploiement sur le périmètre de 5 millions de compteurs permette de valider les flux SI de modifications en masse des calendriers. La réussite de cette bascule permettra alors de peser la nécessité éventuelle de la mise en place de la régulation incitative pour les BT \leq 36 kVA.

Concernant les mises en conformité pour les compteurs BT > 36 kVA et HTA, EDF est réservé quant à la définition d'ores et déjà d'une date de mise en place de la régulation incitative, alors que le calendrier de bascule n'a pas encore été échangé dans le cadre du CSF et que les éventuelles contraintes associées n'ont pas encore été identifiées.

Question 64 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir les modalités de calculs pour la composante de comptage et de gestion pour les domaines de tension BT < ou = 36 kVA, mais aussi HTA et BT > 36 kVA ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

EDF est favorable au maintien des modalités de calculs pour les composantes de gestion et de comptage pour les différents domaines de tension du réseau de distribution.

EDF souhaite ici rappeler sa position exprimée lors de la consultation sur la structure tarifaire 2023-13. EDF a fortement soutenu le changement de méthode introduit en TURPE 6 et soutient aujourd'hui la poursuite de l'augmentation de la part puissance par rapport à la part énergie. La méthode utilisée par la CRE a permis sur la période TURPE 6 un rééquilibrage progressif entre la part puissance et la part énergie, en revalorisant la part puissance du fait de l'identification d'un coût de desserte, indépendant de l'utilisation du réseau par le client mais lui assurant la possibilité de soutirer de l'électricité du réseau à tout moment. Ce

rééquilibrage n'a toutefois pas été mené jusqu'à son terme. A titre d'exemple, le poursuivre permettrait notamment de mieux refléter les coûts de réseau occasionnés dans le cas des résidences secondaires qui présentent des niveaux de soutirage moindre par rapport aux résidences principales mais pour lesquelles la possibilité de soutirer est tout autant garantie tout au long de l'année avec les mêmes coûts d'infrastructures occasionnés.

Question 65 : Êtes-vous favorable au maintien des composantes de CMDPS en HTA et en BT > 36 kVA tel que proposé par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

EDF est favorable au maintien des composantes de CMDPS en HTA et en BT > 36 kVA comme proposé par la CRE.

Question 66 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir les options tarifaires dérogatoires pour les clients non éligibles aux options à 4 plages temporelles ?

Favorable

Commentaire :

EDF est favorable au maintien des options tarifaires dérogatoires CU et MU DT pour les clients non éligibles aux options à 4 plages temporelles.

Question 67 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant l'énergie réactive ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

EDF est d'avis qu'il faut inciter les utilisateurs du réseau public de distribution à ne pas produire de réactif en saison basse afin de limiter les problématiques de tensions hautes.

Ainsi, EDF est favorable à l'introduction d'une nouvelle zone de facturation de l'injection de réactif en période de saison basse pour les sites de soutirage du domaine de tension HTA. Cependant, il sera nécessaire qu'Enedis confirme que tous les compteurs haut de portefeuille (PME-PMI, Saphir ou ICE) ont la capacité de mesurer l'énergie réactive en saison basse selon le nouveau gabarit et que les fournisseurs puissent disposer d'éléments de langage afin que leurs conseillers puissent expliquer cette nouvelle tarification de l'énergie réactive.

Enfin, EDF ne souhaite pas la suppression de l'actuelle facturation de la composante de l'énergie réactive des producteurs en BT > 36 kVA car même si des progrès techniques permettent de limiter l'injection de réactif, le résiduel de réactif injecté doit bien être facturé aux producteurs qui en sont à l'origine. Ainsi le dispositif conserve son caractère incitatif et le résiduel n'est pas répercuté indument sur l'ensemble des utilisateurs du réseau.

Question 68 : Êtes-vous favorable à la mise en œuvre d'un tarif optionnel injection-soutirage accessible de manière transitoire aux installations de stockage raccordées au réseau HTA au sein des zones pour lesquelles l'apparition de contraintes locales de réseau est particulièrement prévisible ?

Défavorable

Commentaire :

EDF pense que l'introduction d'une tarification dépendant de la localisation pour les capacités de stockage serait un mauvais choix. En effet, EDF partage l'enjeu, dans un souci d'efficacité économique, d'inciter à la bonne localisation des nouveaux moyens de production, de stockage-déstockage ainsi que des capacités de soutirage. EDF partage également l'intérêt de rechercher la meilleure manière de mobiliser les nouveaux moyens de stockage au moindre coût pour la collectivité (y compris le coût des pertes), afin de minimiser le coût complet « production-réseau ». Pour autant, il apparaît que d'autres solutions permettant de répondre à ces objectifs sont disponibles, qui s'avèrent à la fois plus simples et plus efficaces que la tarification optionnelle injection-soutirage proposée dans le cadre de cette consultation, et donc meilleures.

La CRE envisage de rendre cette tarification « accessible » sur l'ensemble du territoire métropolitain continental d'ici la période tarifaire TURPE 8. EDF insiste sur le caractère optionnel de cette tarification qui doit impérativement subsister au-delà du TURPE 7. En effet, comme indiqué lors de la réponse à la consultation sur la structure tarifaire du TURPE 7 et comme rappelé plus haut,

EDF partage l'objectif d'envoyer de bons signaux aux installations de stockage permettant à la fois d'encourager leur bonne localisation ainsi qu'un comportement adapté aux besoins du réseau. Néanmoins, il apparaît plus pertinent de recourir à :

- La facturation au moment du raccordement des coûts occasionnés (intégrant les coûts de renforcement) et donc au moment de la décision d'investissement et du choix de localisation ;
- En requestionnant les taux de réfaction
- Des appels d'offres de type appel d'offres Flexibilité locales et des offres de raccordement optimisées pour encourager le comportement injection/soutirage optimisé au bénéfice du réseau.

Par conséquent, si cette composante devait toutefois être introduite, il serait nécessaire qu'elle reste une option au-delà du TURPE 7 et qu'elle respecte le cadre en vigueur dans le TURPE avec un changement de formule tarifaire possible tous les 12 mois et plus, pour éviter les arbitrages permanents entre les composantes visant à optimiser la facture de TURPE. En devenant obligatoire, elle constituerait une source d'incertitude supplémentaire dans la construction des modèles d'affaires, le stockage pouvant être rémunéré via d'autres mécanismes comme les services système et disposer d'un TURPE prévisible et stable dans la durée est souhaitable.

Par ailleurs, la CRE indique que « cette composante serait, d'une part, accessible pendant la période TURPE 7, de manière transitoire, aux installations situées dans les poches de réseau où l'apparition de contraintes locales est la plus prévisible ». EDF comprend que la CRE souhaite expérimenter cette tarification dans ces conditions dès TURPE 7. EDF invite à la plus grande prudence quant à l'analyse du bilan qui pourra en être fait, notamment dans l'optique d'une généralisation. En effet, les bénéfices observés sur quelques situations favorables peuvent s'avérer trompeurs car bien supérieurs aux bénéfices ensuite observables après généralisation.

Question 69 : Êtes-vous d'accord avec les critères envisagés par la CRE pour définir les zones dans lesquelles une installation de stockage pourrait souscrire au tarif injection-soutirage ?

Défavorable

Commentaire :

Par rapport à la proposition de la CRE de restreindre sur TURPE 7 le périmètre d'applicabilité aux zones où l'apparition de contraintes locales de réseau est particulièrement prévisible, EDF reconnaît que cela répond à son observation d'une corrélation qui ne s'élevait qu'à 45% à 55% entre les heures de pointes observées et la pointe fixe proposée sur l'ensemble du territoire. Néanmoins, EDF maintient que cette différenciation pourrait contrevenir aux principes fondamentaux du TURPE de péréquation tarifaire ainsi que de non-discrimination. En effet, pour une même catégorie d'utilisateurs, le TURPE serait différent en fonction de la localisation sur le territoire national.

Par ailleurs, le document de consultation ne fournit pas d'éléments précis (nombre, taille, localisation, ...) sur les poches d'injection et de soutirage qui pourraient être considérées dans le cadre du TURPE 7 et qui permettraient de se représenter l'impact de la tarification proposée. En outre, dans la consultation relative à la structure tarifaire du TURPE 7 de fin 2023, la CRE prévoit la mise à jour de la typologie des poches de réseaux à chaque nouvelle période tarifaire. Si une mise à jour régulière de la typologie des poches paraît nécessaire pour correspondre à la réalité de l'évolution des besoins du réseau, EDF rappelle que la fréquence proposée donne une visibilité à court/moyen terme sur le tarif de réseau insuffisante pour les investisseurs. La possibilité de retournement de la typologie d'une poche ajoute un haut niveau d'incertitude dans l'établissement des modèles d'affaire d'un projet d'investissement. Cette proposition ne permet pas dans ces conditions de réconcilier les besoins du réseau et les besoins des investisseurs.

Question 70 : Êtes-vous d'accord avec les règles envisagées par la CRE pour placer les heures de pointe du tarif injection-soutirage ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

EDF reconnaît que le placement des heures de pointe du tarif injection-soutirage semble convenir dans la majorité des situations. En revanche, dans les poches dimensionnées en injection mais où l'apparition des pointes d'injection est difficilement prévisible (zones à forte pénétration de l'éolien par exemple) la CRE n'envisage pas de rendre la composante injection-soutirage accessible. Or, il est bien précisé dans le document de consultation que l'objectif est de l'étendre dans un second temps à l'ensemble des zones du territoire métropolitain continental pour la période du TURPE 8. EDF s'interroge sur la future prise en compte de ces zones, dans la mesure où la CRE reconnaît qu'une pointe fixe n'est pas adaptée et qu'une pointe mobile présente « un niveau de complexité trop élevé pour pouvoir être envisagé sur la période du TURPE 7 ». Un signal plat dans ces zones pourrait être préférable dans la mesure où il minimise le risque d'envoyer un signal contre-productif pour le réseau.

Question 71 : Êtes-vous d'accord avec les critères d'éligibilité envisagés par la CRE pour le tarif injection-soutirage ?

Défavorable

Commentaire :

EDF n'est pas en faveur de cette tarification dédiée aux équipements de stockage d'électricité et considère que la bonne localisation de ces installations peut être encouragée plus efficacement par d'autres moyens. Néanmoins, si cette option tarifaire devait être introduite, EDF considère que les critères d'éligibilité proposés dans cette nouvelle consultation sont plus appropriés que ceux présentés lors de la consultation de la CRE sur la structure du TURPE 7. En effet, EDF considère qu'il est essentiel que le TURPE reste fondé sur les principes établis depuis le TURPE5 et notamment que le TURPE répercute aux utilisateurs les coûts de réseau occasionnés. Ainsi, si une installation de stockage d'électricité est en capacité de rendre un service à l'une des poches réseau définie, il ne serait pas pertinent de l'exclure au motif que son rendement énergétique est inférieur à un seuil fixé arbitrairement.

En outre, EDF s'interroge sur le choix d'exclure du périmètre des installations éligibles certaines catégories de véhicules électriques.

S'agissant des batteries de véhicule électrique individuels, EDF comprend qu'elles ne rentrent pas dans la définition d'installation de stockage retenue dans le cadre de cette consultation à plusieurs titres. La CRE indique qu'« un tel tarif ne peut pas aujourd'hui être applicable à la basse tension compte tenu du manque de données tant au niveau des utilisateurs que des postes de transformation », ce qui exclut de facto les véhicules individuels. EDF accueillerait favorablement la réalisation d'une étude sur la basse tension. Ensuite, le critère d'éligibilité lui-même exclut tout type de stockage via des véhicules électriques puisque l'intégralité de l'énergie soutirée du réseau (et uniquement via le réseau) doit être intégralement réinjectée sur le réseau (à l'exception des pertes). EDF tient à souligner que le véhicule to grid est en cours de développement et est amené à se généraliser dans les prochaines années. Il constitue un levier de flexibilité et il est fréquent de voir des parcs de véhicules électriques raccordés sur le réseau de distribution en HTA (il s'agit d'offres B2B pour la recharge en entreprise ou en dépôts pour la mobilité lourde).

Question 72 : Êtes-vous favorable aux grilles tarifaires de la composante injection-soutirage et aux modalités de mise en œuvre ?

Défavorable

Commentaire :

EDF ne comprend pas l'intérêt d'affecter des coefficients tarifaires à l'énergie à la composante d'injection comme proposé dans les grilles tarifaires pour les poches d'injection. De manière générale, EDF est opposé à une tarification à l'injection des moyens de production et de stockage.

Par ailleurs, la CRE illustre les évolutions de facture de TURPE dues à la tarification optionnelle proposée en s'appuyant sur 5 profils de comportements. S'agissant plus particulièrement du profil 5 « arbitrage 2h » qui se rapproche le plus du comportement d'un gestionnaire d'installation de stockage, la CRE fait l'hypothèse d'un alignement entre les signaux de marché et les plages de pointe du TURPE. Cette hypothèse conduit mécaniquement à surévaluer les gains occasionnés par la tarification injection-soutirage sur la facture TURPE. Et ce profil 5 est le profil qui présente les gains les plus élevés. EDF émet des doutes sur cette hypothèse d'alignement. En effet, les signaux de marché représentent un signal global tenant compte des interconnexions tandis que, par définition des poches, les signaux de pointes du TURPE sont très fortement locaux.

Par ailleurs, EDF tient à souligner que l'introduction de coefficients négatifs dans les grilles tarifaires peut conduire à des effets d'aubaine. En effet, dans les situations où les prix sur les marchés spot sont très proches le fait de réaliser un cycle charge/décharge d'une batterie peut s'avérer rémunérateur, du fait des pertes et ce, indépendamment des contraintes réseau.

Question 73 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir le niveau actuel des composantes de gestion des autoconsommateurs individuels et des participants à des opérations d'autoconsommation collective ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

EDF n'est pas favorable par principe à des composantes de gestion dont les coûts sont supérieurs aux recettes collectées. EDF partage que l'effet volume devrait permettre une économie d'échelle à l'avenir, mais les recettes insuffisantes des composantes de gestion de l'autoconsommation devront être couvertes par ailleurs par l'ensemble des utilisateurs du réseau, ce que ne soutient pas EDF.

EDF soutient la fixation des composantes de gestion au juste niveau assurant la couverture des coûts à travers un rehaussement progressif, lissé dans le temps si nécessaire pour éviter une hausse trop importante qui dissuaderait trop fortement les autoconsommateurs, sur la base d'une vision partagée des coûts pris en compte par la CRE, puis la diminution de ses composantes avec les gains sur les coûts unitaires au fur et à mesure qu'ils sont constatés.

Question 74 : Êtes-vous favorable à l'extension de la composante de gestion spécifique à l'autoconsommation collective à la HTA ?

Favorable

Commentaire :

EDF est favorable à l'extension de la composante de gestion spécifique à l'autoconsommation collective à la HTA, dans le respect du principe exposé précédemment de couverture des coûts de gestion que ces utilisateurs génèrent.

Question 75 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir le principe de l'option tarifaire d'autoconsommation collective distinguant flux autoproduits et alloproduits ?

Favorable

Commentaire :

EDF est favorable au maintien du principe de l'option tarifaire d'auto-consommation collective distinguant flux autoproduits et alloproduits. Cela répond au principe d'un TURPE qui reflète et couvre les coûts occasionnés par chaque catégorie d'utilisateurs du réseau.

EDF partage le constat de la CRE que le TURPE spécifique n'est que faiblement souscrit par les clients et utilisé par les fournisseurs et soutient la demande de la CRE à ENEDIS de « travailler à une évolution des informations communiquées aux fournisseurs afin que ceux-ci puissent connaître l'éligibilité ou non de leurs clients à cette option tarifaire dès lors qu'ils font partie d'une opération d'autoconsommation collective » : en effet c'est une condition nécessaire pour que les fournisseurs puissent proposer cette option aux consommateurs en toute connaissance de cause.

A noter qu'il serait souhaitable que cette information soit fournie par le GRD dans le cadre d'un processus plus structuré et portant sur l'ensemble de la durée d'une opération ACC, afin que l'éligibilité au TURPE Spécifique soit gérée dans la durée de façon fluide : en effet, actuellement, si un nouveau participant à une opération d'autoconsommation dans laquelle tous les participants sont situés en aval du même poste HTA-BT intègre cette opération sans être situé en aval du même poste HTA-BT que les participants existants, alors c'est l'ensemble des participants à l'opération ACC qui perdent le droit au TURPE spécifique. Cela génère une complexité opérationnelle pour les fournisseurs et une insatisfaction pour les auto-consommateurs « initiaux ». Une réflexion devrait être conduite avec les parties prenantes pour qu'une fois qu'une opération d'ACC soit définie avec TURPE spécifique, toute intégration d'un nouveau consommateur dans cette opération d'ACC comprenne un contrôle sur le fait que ce nouveau consommateur réponde également au critère d'éligibilité au TURPE spécifique.

Question 76 : Avez-vous d'autres observations sur la consultation publique relative au TURPE 7 d'Enedis ?

EDF n'a pas d'autres observations à formuler.